

pement et de favoriser l'adaptation à la situation nouvelle créée dans le sous-continent par la guerre indo-pakistanaise de décembre 1971. Ces deux préoccupations se retrouvent dans la reconnaissance accordée sans retard au Bangladesh ainsi que dans la politique favorable dont ce pays a été ensuite l'objet.

Le Canada est un des pays qui avaient le plus contribué à la mobilisation sur une vaste échelle de secours destinés aux millions de personnes qui, en 1971, avaient fui la guerre civile au Bengale oriental pour se réfugier en Inde. A la fin des hostilités, en décembre 1971, les réfugiés ont commencé à regagner leurs foyers et l'Organisation des secours a dû se déplacer avec eux. Le Canada a continué d'apporter son aide par l'entremise d'institutions internationales et d'organismes bénévoles intéressés à résoudre l'énorme problème de redresser et de reconstruire l'économie et la vie sociale du pays dévasté. On a vite constaté que le gouvernement du Bangladesh remplissait de façon générale les conditions préalables à la reconnaissance, soit l'indépendance extérieure et le contrôle effectif d'un territoire définissable. En conséquence, le Canada a reconnu le Bangladesh dès le 14 février. Suite à l'établissement de relations diplomatiques, le 20 mars, le Canada y a ouvert une mission diplomatique dans le courant de l'année.

En mars, une équipe dirigée par le président de l'ACDI a visité le Bangladesh, afin d'évaluer la situation sur place et de déterminer le meilleur moyen pour le Canada d'aider cette nouvelle nation. Des accords furent conclus établissant les modalités de l'aide au développement, grâce auxquels le Canada a pu affecter durant l'année presque 52 millions de dollars aux secours et à la reconstruction du Bangladesh.

Ayant reconnu le Bangladesh, le Canada a tâché de faciliter l'entrée de cette nouvelle nation dans la communauté internationale en appuyant sa demande d'admission aux Nations Unies et à ses institutions spécialisées, ainsi qu'à d'autres organismes internationaux comme la Banque mondiale. (Le Bangladesh n'a pas été admis à l'ONU en raison de l'opposition faite par la République populaire de Chine.) Le Canada a également encouragé et bien accueilli la décision du Bangladesh d'adhérer au Commonwealth, heureux de voir s'ajouter un autre lien à des relations qui, tout en

étant encore au premier stade de leur développement, sont de bon augure.

Pendant que le Canada jetait ainsi les bases de rapports harmonieux avec le nouvel État de Bangladesh, une certaine évolution s'est produite dans les relations amicales qu'il entretient depuis longtemps avec l'Inde et le Sri Lanka (appelé Ceylan jusqu'en mai 1972). Des démarches ont été faites en vue de mieux adapter à leurs besoins les programmes d'aide canadiens dans ces deux pays. On a également étudié différents moyens de développer les rapports commerciaux entre le Canada et l'Inde. Il s'agissait en général d'élargir les domaines d'une coopération mutuelle, avantageuse non seulement sur le plan bilatéral mais à l'échelle internationale aussi, par exemple en ce qui touche au droit de la mer et à la protection de l'environnement. Ces changements marquaient le début d'une recherche à long terme visant à établir avec l'Inde un ensemble de relations plus conformes aux réalités et aux idées actuelles tant au Canada qu'en Asie du Sud.

Le besoin d'un remaniement s'est également fait sentir dans les relations entre le Canada et le Pakistan en 1972, mais il était encore trop tôt pour en entrevoir l'orientation. Quoique le Pakistan se soit retiré du Commonwealth, au grand regret du Canada, on a pu maintenir une liaison effective grâce à laquelle le programme d'assistance au développement, interrompu par les événements de l'année précédente, a pu graduellement reprendre son cours. De façon plus générale, le Canada a été sympathique aux efforts tentés par le Pakistan pour se remettre des conséquences de la guerre, et il a encouragé la recherche déjà commencée avec l'Inde d'un nouveau genre de relations susceptibles, espère-t-on, de rétablir la stabilité du sous-continent et d'y favoriser la progression soutenue du développement socio-économique pour le plus grand bien des peuples de cette région.

Région du Pacifique

Australie et Nouvelle-Zélande

Aux élections de décembre 1972, le parti travailliste fut victorieux en Australie ainsi qu'en Nouvelle-Zélande, ce qui amena un changement de gouverne-